L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 79, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 14 FEVRIER 1861.

G. F. WEISSE / E. DUFOUR / E. DUFOUR / S. HARRY — EDITEURS-PROPRIETAIRES

Quotidien du soir, excepté le LUNDI MATIN, LE VENDREDI.

☞ Voir la seconde page, pour :

Les Petites Affiches ;
Le Bulletin Commercial ;
Le Marché aux Bestiaux ;
Le Mouvement du Port.

Abonné à la Semaine.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'Ancre du ce jour.

Par Julien Neville, à la Bourse St. Charles—Le barquet Lucette.

Par Francis Fernandez, au No 18, rue St. Charles—Mickless à goudes.

Par R. Tyrrel—Sans-Souci, vgt. Bonnets, bottes, beurre, &c.—3 magasins de MM. A. Carrière & Co, 77 Victor-Lovelace.

Par E. Roger & Co, 42 et 47, Vieille-Levée—Chanson, chevaux, fourrages.

La Nouvelle Constitution du Sud.

Nous avons reçu le texte de la nouvelle Constitution, adoptée par le Congrès séant à Montgomery, pour le gouvernement provisoire des Etats confédérés d'Amérique. Nous donnerons demain tout entier un article jusqu'à ce qu'elle ait été révisée à la Convention de délégués qui se réunira dans un mois. Jusqu'à ce moment jusqu'à nouvel ordre. La Constitution se compose d'un préambule et de six chapitres. Comme la plupart des articles sont textuellement copiés de la Constitution des Etats-Unis, nous ne résumerons que ceux qui contiennent des dispositions nouvelles et qui diffèrent quelquefois la substance des autres. Voici d'abord le préambule.

Nous, les députés des Etats souverains et indépendants de la Caroline du Sud, de la Georgie, de la Floride, de l'Alabama, du Mississipi et de la Louisiane, invoquant la grâce du Dieu tout puissant, au nom de ces Etats ordonnons et établissons cette Constitution pour le gouvernement provisoire des Etats pour qu'elle reste en force jusqu'à ce que la durée d'un Gouvernement permanent, établi par le peuple des Etats qui y sont ou pourront y être délégués par les Etats qui y sont représentés. Le Président élu devra avoir un mandat de six années.

Section I. Aucun Etat n'admettra dans la représentation d'un Etat, elles seront remplies de la manière qui sera prescrite par les autorités compétentes de l'Etat.

La Section III se compose de trois articles réglementaires sur l'organisation du Congrès. Un nombre quelconque de députés d'une majorité des Etats constituera un quorum : sur chaque question du Bud sera droit à un vote qui pourra être donné par un ou plusieurs de ses députés.

Vente à l'Encan du ce jour.

Par Julien Neville, à la Bourse St. Charles—Le barquet Lucette.

Par Francis Fernandez, au No 18, rue St. Charles—Mickless à goudes.

Par R. Tyrrel—Sans-Souci, vgt. Bonnets, bottes, beurre, &c.—3 magasins de MM. A. Carrière & Co, 77 Victor-Lovelace.

Par E. Roger & Co, 42 et 47, Vieille-Levée—Chanson, chevaux, fourrages.

La Section IV traite du salaire et des privilèges des députés. La section V exprime toute la position de la Constitution des Etats-Unis sur la signature des lois par le président de la Confédération, sur son droit de veto et la nécessité d'un vote des deux tiers du Congrès pour passer une loi par-dessus le veto présidentiel. Les mêmes dispositions s'appliquent à tout ordre, résolution ou vote qui seraient adoptés pour avoir force de loi. L'article 3 de cette section porte :

"Jusqu'à l'inauguration du Président des lois, ordres, résolutions ou votes adoptés par le Congrès soumis à la sanction ou l'approbation du Président."

La section VI définit les pouvoirs du Congrès et est la reproduction de la section VIII de l'ancienne Constitution, sauf la substitution dans l'article 18 des mots substituteur le gouvernement de la Confédération" à ceux-ci "pourvoir à la défense commune et à la prospérité générale des Etats Unis," et la suppression de l'article 17 qui était relatif à l'administration de Washington et des forts et arsenaux des Etats-Unis.

Section VII. Art. 1. L'importation des nègres autres que ceux provenant de tous pays étranger autre que les Etats à esclaves des Etats Unis, est prohibée, et le Congrès est requis de passer des lois pour rendre cette prohibition efficace.

2. Le Congrès aura aussi le pouvoir de prohiber l'introduction des esclaves de tout Etat qui ne sera pas membre de cette Confédération.

Cette section contient, en outre, une série d'articles sur les droits et privilèges des citoyens, l'égalité des ports de commerce, le vote des fonctionnaires autres, mais nous remarquons qu'elle ne reproduit pas les paragraphes de l'ancienne Constitution sur l'impôt de capitation et sur la prohibition faite au Congrès d'établir des droits d'exportation. En donnant de ces propres dépenses le Congrès n'aura le droit de voter des allocations que sur la demande du président et de ses ministres.

La section VIII reproduit les restrictions apportées aux droits des Etats par l'ancienne section X, à l'exception de la prohibition d'entretenir des troupes et d'acquérir des navires de guerre. Ainsi il est toujours interdit aux Etats de passer des lois rétroactives ou des lois qui portent atteinte aux obligations résultant de contrats, de donner cours forcé aux billets de banque ou à tous autres papier-monnaie.

Le chapitre II traite du pouvoir exécutif. Le Président et le Vice Président seront élus pour un an jusqu'à l'établissement d'un gouvernement permanent. L'élection sera faite par le Congrès à la majorité des Etats qui y sont représentés. Le Président ne devra avoir un nombre de voix électorales égal au nombre des Etats ou des citoyens d'un de ceux-ci, et ne devra pas être de la même confédération que le Président. Il sera de la même manière à l'époque de l'adoption de la Constitution. Il sera de la même manière que dans les Etats du Nord, et n'aura étranger est éligible au plus haut emploi exécutif, à moins qu'il ne soit naturalisé un citoyen des Etats confédérés au moment de l'adoption de la présente Constitution.

Le Président est élu pour quatre ans et rééligible. Il a droit à un traitement fixe pendant la durée de ses fonctions, et ne peut recevoir aucun autre salaire ou émolument des Etats confédérés ou d'aucun d'eux. Il prête serment d'office et jure de maintenir, protéger et défendre la Constitution des Etats confédérés. Il est commandant en chef de l'armée et de la marine, et de la milice des Etats confédérés lorsqu'elle est appelée au service actif. Il a le pouvoir de remettre les amendes et les confiscations pour offenses contre les Etats confédérés, excepté dans les cas de mise en accusation. Il a le pouvoir, avec l'avis et le consentement du Sénat, de faire des traités, pourvu que deux tiers des sénateurs présents y donnent leur concours. Il nomme, avec l'avis et le consentement du Sénat, les ambassadeurs, les autres ministres publics et consuls, les juges de la Cour Suprême et tous les autres officiers des Etats confédérés dont la nomination n'est pas autrement prévue dans la Constitution ou par des lois à faire. Il a le pouvoir de remplir toutes les vacances qui peuvent arriver pendant la session du Sénat, par des commissions qui expireront à la fin de la session suivante. Il donne au Congrès de temps à autre des informations sur l'état de l'Union, et recommande à son examen les mesures qu'il juge nécessaires et expédientes. Il peut, dans des occasions extraordinaires, convoquer les deux chambres ou l'une d'elles, et en cas de désaccord entre elles, relativement au temps de l'ajournement, il peut les ajourner à tel temps qu'il jugera convenable. Il reçoit les ambassadeurs et autres ministres publics. Il a le pouvoir de veiller à ce que les lois soient fidèlement exécutées, et commissionne tous les officiers des Etats confédérés.

Le chapitre III règle l'organisation du pouvoir judiciaire qui se composera d'une Cour Suprême pour la Confédération et d'une Cour de District pour chaque Etat. Cour qui aura revision des pouvoirs attribués aux autorités contre du Congrès et le District. Les nominations seront faites par le Président, du consentement du Congrès et pour la durée du gouvernement provisoire. La Cour Suprême sera composée des juges de District des Etats.

Le chapitre IV traite, entre autres sujets, de l'extradition des gens qui fuient d'un Etat en un autre. Le chapitre V, sec. 1, de l'Intégrité, par la voie des deux tiers pourra à toute époque altérer ou abroger cette Constitution.

Le chapitre VI contient les cinq articles suivants que nous reproduisons à cause de leur importance.

Sec. 1. Cette Constitution et les lois de la Confédération qui seront faites en conformité avec elle, et tous les traités déjà conclus ou qui seront faits, par autorité de la Confédération, auront la suprématie sur la loi de chaque Etat ou toute loi contraire notwithstanding.

Sec. 2. Les membres du Congrès et tous les employés exécutifs et judiciaires de la Confédération seront tenus par serment ou par affirmation de soutenir cette Constitution ; mais il ne sera jamais nécessaire de prêter aucune obligation religieuse pour être apte à remplir un emploi ou une fonction publique dans cette Confédération.

Le Congrès aura le pouvoir d'admettre d'autres Etats.

Le 9e Houzeau.—La troisième lettre du Dr Houzeau que nous publions aujourd'hui, mérite d'être sérieusement méditée. Il y est question de deux maladies qui sévissent en ce moment dans nos villes de manière à inquiéter à juste titre les habitants. Il y a lieu de craindre que la fièvre jaune ne fasse son apparition dans quelques jours, et il est à craindre que la variole ne prenne un développement considérable. Nous ne pouvons donc qu'engager nos lecteurs à suivre les conseils du Dr Houzeau, qui sont dictés par la plus grande prudence et par une longue expérience.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles politiques.

Cincinnati, 13 février.—Abraham Lincoln est arrivé ici aujourd'hui et a été reçu cordialement. Dans son discours il a répété ce qu'il a dit aux Rutmeldins dans l'Ohio il y a un an, qu'en résumant M. Douglas lui attribuait la déclaration que toute notre politique devait être faite en vue de l'effet que cela produirait dans les Etats du Nord que le différend pour les affaires du jour, de la journée ou de l'année n'est rien comparativement à la question de la durée du gouvernement. Il a ajouté qu'il n'y avait pas dans les Rutmeldins et les gens du Nord que le différend créé par les circonstances. Il veut se rapprocher qu'ils ont des citoyens aussi bons que les nôtres. Ces citoyens qu'ils traitent en conséquence et ils auront l'exemple de Washington et de Jefferson.

Washington, 13 février.—On annonce ici du bonne source que le président administration pendra immédiatement des mesures énergiques pour reprendre les forts du Sud et briser les partis d'Etats qui grande agitation.

Aujourd'hui au Sénat, l'amendement au bill de la marine porte ordonner la construction de quatre vaisseaux de guerre a été voté par 27 voix contre 17. Le bill a passé.

A la Chambre, le bill déclarant du Pacifique est toujours à discussion. Le canard général sur les différents points des journaux qui viennent d'arriver ne fait qu'augmenter la confusion.

Le Président a lancé une proclamation pour convoquer la Cour à 3 mars prochain, à midi, au cas où elle serait nécessaire.

Le Président a lancé une proclamation pour convoquer la Cour à 3 mars prochain, à midi, au cas où elle serait nécessaire.

Progrès du Sud.

Organisation d'une Etude et Rame Marine.

Montgomery, 13 fév.—Pendant la séance de congrès du Sud d'aujourd'hui, M. Stephens, de la Georgie, a présenté le modèle d'un drapeau et le modèle d'une devise pour le sceau de la confédération.—Reveil.

M. Wright a reçu une communication de M. Mark A. Cooper, désignant la fonderie de Rowan (Georgie) comme une place convenable pour la fonderie de la confédération.—Reveil.

M. Curry a dit qu'il avait plusieurs propositions de l'Alabama sur la même objet.

M. Conrad, de la Louisiane, a soumis la résolution suivante qui a été adoptée :

Résolu que le comité des affaires commerciales soit invité à faire un rapport sur l'opportunité de rappeler les lois de navigation dans les Etats confédérés.

M. Brooks a proposé une résolution tendant à protéger la propriété en esprit et en dragons, à adopter une loi pour punir formidable que punit la république des Etats Unis, faisant seulement les changements qui seront nécessaires pour permettre de les distinguer distinctement, et d'adopter une législation en rapport avec les droits équivalents au nombre des Etats confédérés.

M. Brook a accompagné sa résolution de remarques de l'affection dans laquelles, parlant de la république des Etats Unis, il a dit qu'on disait qu'une république ne pouvait durer longtemps, et qu'on citait l'exemple de Washington et de Jefferson.

Lexington (Kentucky) est inondé et est descendu à 101 1/2 pour les Rentes des Emprunt et 101 pour celles du comptoirs. La marchandise fermé immédiatement ligne. Les trains ont Lexington sont interrompus.

Marché de New-York.—New York, 13 fév.—Coton ferme, les prix en faveur de l'acheteur. Ventes aujourd'hui, 1000 balles de 11 1/2 à 11 3/4 pour middling. Farine, vente 9200 bbl à 5 05 à 5 10 pour le superfin, 5 20 à 5 25 pour le choix. Prix en faveur de l'acheteur. Maïs ferme, 62 cts. Porc ferme. Ventes 75,500 boisseaux de blé à 1 02 à 1 03 cts le barril.

Nouvelles des Rentiers.—Louisville, 13 fév.—L'Ohio, à ce point, baisse un pied avant 2 pouces de moins que hier matin à 4 heures.

PASSAGE DE BATEAUX.—Vicksburg, 13 fév.—Il Hermann et le Kossuth sont partis à midi, le Natchez à 2 h le Navarro à 3 h, le Yazoo et le Nine à 3 h 30 m, le Pike, le Lexington à 5, le H. J. Adams à 7 et le Magenta à 8 tournés ce matin.

Dernières nouvelles d'Albany.

Albany, 13 février.—Les eaux ont déjà grandi plusieurs pouces, chose qui fait craindre des malheurs. Beaucoup plusieurs familles de quitter leurs habitations, etc. Aucun signe que la rivière va baisser.

Congrès Fédéral.

Washington, 13 fév.—A la Chambre, M. Garnett s'est opposé au bill de M. Sherman, annonçant un emprunt par coupons. M. Garnett a appuyé la résolution de M. Lovejoy. M. Lovejoy a indiqué les projets de réforme et l'immigration d'un système militaire.

M. Wright a reçu une communication de M. Mark A. Cooper, désignant la fonderie de Rowan (Georgie) comme une place convenable pour la fonderie de la confédération.—Reveil.

M. Curry a dit qu'il avait plusieurs propositions de l'Alabama sur la même objet.

M. Conrad, de la Louisiane, a soumis la résolution suivante qui a été adoptée :

Résolu que le comité des affaires commerciales soit invité à faire un rapport sur l'opportunité de rappeler les lois de navigation dans les Etats confédérés.

M. Brooks a proposé une résolution tendant à protéger la propriété en esprit et en dragons, à adopter une loi pour punir formidable que punit la république des Etats Unis, faisant seulement les changements qui seront nécessaires pour permettre de les distinguer distinctement, et d'adopter une législation en rapport avec les droits équivalents au nombre des Etats confédérés.

M. Brook a accompagné sa résolution de remarques de l'affection dans laquelles, parlant de la république des Etats Unis, il a dit qu'on disait qu'une république ne pouvait durer longtemps, et qu'on citait l'exemple de Washington et de Jefferson.

Le Président a lancé une proclamation pour convoquer la Cour à 3 mars prochain, à midi, au cas où elle serait nécessaire.

Le Président a lancé une proclamation pour convoquer la Cour à 3 mars prochain, à midi, au cas où elle serait nécessaire.

Progrès du Sud.

Organisation d'une Etude et Rame Marine.

Montgomery, 13 fév.—Pendant la séance de congrès du Sud d'aujourd'hui, M. Stephens, de la Georgie, a présenté le modèle d'un drapeau et le modèle d'une devise pour le sceau de la confédération.—Reveil